

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957-1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 3 octobre 1957.

ALLOCUTION

PRONONCÉE

Par M. Gaston MONNERVILLE

PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

Mes chers Collègues,

Le Bureau tout entier est sensible à la confiance que vous venez de lui témoigner, et il m'appartient de vous dire, en son nom, nos vifs remerciements.

Nous trouvons, dans l'importance des suffrages exprimés, la certitude réconfortante que nous avons rempli le plus fidèlement possible la mission que vous nous aviez confiée et respecté votre volonté de voir le Conseil de la République assumer pleinement les responsabilités que la nation lui a assignées.

L'année parlementaire qui s'achève a été jalonnée d'événements importants qui, tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur, ont profondément influé sur l'orientation de la politique française. Qu'il soit permis à votre Président de marquer le sens du devoir, la résolution et la lucidité avec lesquels vous avez affronté ces problèmes. Ces qualités, mes chers Collègues, vous devrez à nouveau, et plus encore peut-être, les manifester au cours de nos prochains tra-

vaux. Car les problèmes qui se poseront à nous ne seront pas moins redoutables, et les solutions adoptées moins lourdes de conséquences.

L'atmosphère dans laquelle nous allons les aborder est déjà bien préoccupante. Et pourquoi cacher l'émotion triste que j'ai ressentie à mon arrivée à Paris cette semaine. Me revenaient à la mémoire les termes de cette lettre que vous jugeriez écrite d'hier et que Paul Cambon adressait de Madrid au Président Sadi Carnot, le 4 décembre 1887 :

Les représentants de la France à l'étranger sont peut-être plus sensibles que d'autres aux effets de nos querelles intimes. La France tient naturellement une si grande place dans le monde qu'avec un peu de stabilité elle forcerait chacun à compter avec elle ; nous avons le sentiment de sa puissance, nous voudrions le faire reconnaître, et nous sommes arrêtés à chaque instant par des difficultés intérieures qui paralysent nos efforts.

Je ne sais quels ont été les effets de la dernière crise dans le reste de l'Europe, mais ici nos amis ont été contrariés et nos ennemis se sont réjouis.

Il y avait un tel contraste entre ce que je trouvais, à mon retour, et le climat de confiance en la France que, partout, au cours de mon périple, je venais de constater ! Nos collègues arrivant, ces jours-ci, de Grande-Bretagne, d'Europe centrale ou d'Amérique centrale rapportaient la même reconfortante impression : le crédit moral dont dispose la France hors de ses frontières est immense. Notre pays et son peuple sont l'objet de l'amitié et de la confiance des autres peuples.

Pour moi, je vous apporte le témoignage d'un homme qui vient de visiter six pays d'Amérique latine.

Au Brésil, au Paraguay, en Bolivie, au Pérou, comme en Colombie et au Venezuela, partout, j'ai retrouvé ce même intérêt ardent porté à tout ce qui est français ; partout j'ai retrouvé une même passion pour la France, pour son idéal, pour ses principes juridiques sur lesquels sont fondées la plupart de leurs institutions, et aussi un même regret de ne pas voir affirmer davantage sa présence dans des pays lointains certes, mais où elle a marqué de son empreinte les esprits et les cœurs.

Partout, au cours de manifestations officielles, au cours de séances solennelles des Sénats de ces pays convoqués en l'honneur de votre Président, les différents orateurs, à quelque parti qu'ils appartenissent, ont prononcé un éloge vibrant de notre pays, rappelant avec satisfaction les liens historiques qui lient leurs nations à la France, se félicitant de voir la France reprendre une tradition

d'échanges que les difficultés de l'après-guerre l'avaient obligée à relâcher ces dernières années.

Sous toutes les latitudes, j'ai trouvé un égal appétit de la culture française, un vif attachement à l'esprit d'émancipation de ce pays qui a répandu la liberté à travers le monde. En quelque coin de ces immenses régions que vous prononciez le mot « liberté », l'écho répond : « France ».

Les hommes d'Etat que j'ai eu l'honneur d'approcher, comme beaucoup de personnes éloignées de tout milieu officiel, se plaisaient à nous répéter qu'ils considéraient la France, à laquelle tant d'entre eux doivent leur formation, comme une seconde patrie, vers laquelle ils aiment à se tourner pour recevoir d'elle ce message permanent de croyance en l'éminente dignité de l'homme.

Certes, les sources communes de notre culture, une manière identique de concevoir la vie sociale comme le moyen de faciliter le complet épanouissement de l'homme, un même amour de la liberté, ont tissé et maintiennent des liens étroits entre notre pays et ces jeunes nations dont le développement et l'ardeur de vivre méritent la plus vive attention.

Mais j'ai vu également combien ces pays étaient heureux de constater que la France, pays latin, ne le cédait en rien à d'autres dans les domaines de la science et de la technique moderne.

Ils ont compris que la France n'est pas seulement la nation au prestigieux passé intellectuel et spirituel, le « pays-musée », dirais-je, mais aussi une nation moderne qui, grâce à l'effort de ses chercheurs, de ses ingénieurs, de ses techniciens, réalise, en Europe et hors d'Europe, des œuvres de vie qui, en Amérique latine même, accélèrent l'expansion économique de leurs propres pays.

Il n'est guère, dans cet immense ensemble latin que constitue l'Amérique du Sud, un territoire d'où la France soit absente.

Une élite de Français qui honorent leur pays y accomplissent une œuvre considérable.

Les jeunes nations qui montent ont fait appel à la vieille nation française parce qu'elles savent que leur effort gigantesque peut trouver, chez elle, ce qu'il faut d'expérience raisonnable, d'amour du travail, d'audace et de compréhension pour atteindre le but.

L'enthousiasme que vient de susciter l'exposition française de Lima, les marques d'affection réelle que nous avons recueillies, j'en apporte l'éclatante gerbe à la France, selon le désir qui m'en a été exprimé.

Ainsi une amitié ancienne, profonde, éprouvée, dont des témoi-

gnages impérissables nous ont déjà été donnés au cours des ans, s'accroît de cet apport nouveau.

Mais, comme il est naturel, elle demeure vigilante. Et force m'est bien de dire que maints aspects de notre vie politique déconcertent ceux qui voudraient mieux nous comprendre et nous aider. Il faut avouer que ces critiques, si courtoisement formulées le plus souvent, méritent notre attention.

Voici un peuple qui, pendant des siècles, a retenu les regards du monde par l'équilibre qui était son essence. Voici les marques d'une vitalité retrouvée : une productivité qui n'a jamais été aussi élevée, le plein emploi largement assuré, le combat contre la misère intensifié chaque jour.

Un pays que la nature a généreusement comblé de ses dons, où le labeur de ses ouvriers, la ténacité de ses paysans, l'habileté de ses artisans, l'intelligence de ses savants et de ses techniciens, représentent une source inépuisable de richesses.

Voici la sève qui monte, et des générations nombreuses où se retrouvent intactes nos qualités essentielles : l'ardeur au travail, le goût de l'épargne, la soif de culture, l'attrance vers le progrès humain, signes indélébiles du génie français.

Et voici ce même peuple qui donne en spectacle, au monde étonné, une curieuse impuissance à gérer les affaires de la nation, à se gouverner.

Chaque jour qui passe permet de constater les progrès du mal dont nous souffrons.

Dès qu'un problème de quelque importance se présente à nous, nous tâtonnons dans la recherche d'une solution.

De mois en mois, de semaine en semaine, le climat politique de ce pays se détériore, alors que, dans le domaine économique, se manifestent des signes évidents de santé.

Quelle tragique et décevante contradiction !

Il y a là un état de fait particulièrement préoccupant.

Il faut se hâter de trouver et d'édicter des règles nouvelles devant lesquelles devraient céder les errements néfastes dont la France ne peut plus se permettre le luxe.

Ces règles nouvelles devront tenir compte de ce que la démocratie est le plus exigeant des régimes, celui qui donne le plus à chacun, mais qui légitimement exige aussi le plus de chacun.

Démocratie n'est pas anarchie. On s'étonne d'avoir à le rappeler.

Le remède, disent les uns, est dans la réforme de notre Constitution.

Non, disent d'autres, il est dans la réforme électorale.

Les deux affirmations sont vraies. Si le Parlement est convaincu que ces réformes conditionnent la vie du pays et l'existence du régime, qu'il renonce alors aux demi-mesures, et qu'il les entreprenne sans délai.

L'heure est venue de décider.

La stabilité gouvernementale est un impératif urgent.

Non moins urgente aussi est la délimitation des compétences du législatif et de l'exécutif. L'exécutif doit gouverner. Le législatif doit contrôler l'action de l'exécutif et assurer la rédaction des lois. Il est parfaitement possible d'empêcher l'empiétement d'un pouvoir sur l'autre si l'indispensable effort de clarification des tâches qui incombent à chacun d'eux est loyalement entrepris.

La France est capable de renouvellement. Elle est capable de reviser des concepts parfois dépassés, et de les retailler à la dimension des exigences nouvelles qui sollicitent l'effort des pays modernes. Cela est vrai de l'organisation de notre vie économique ; cela est vrai de l'organisation de l'ensemble franco-africain ; cela est vrai de nos rapports avec les nations étrangères. Hardiesse dans l'édification d'une Europe nouvelle ; hardiesse dans la construction de l'Outre-Mer ; hardiesse dans la conception nouvelle des rapports qui doivent régir la vie des nations.

Mais tous ces efforts resteront vains si, avant tout, nous n'avons pas confiance en notre propre destin.

Evitons de décevoir les peuples de bonne foi, élevés à la lumière de la même culture, animés du même idéal humain, qui, outre-mer et dans le monde, tournent vers la France leurs regards chargés d'espoir. Si grandes que soient nos difficultés, nous ne pouvons nous dérober à l'espérance des hommes. Elle est, pour nous, une obligation et un appel. Nous y répondrons, afin que l'avenir de notre patrie reste digne de son passé.